

Notes d'allocution

Chris Aylward, vice-président exécutif
Alliance de la fonction publique du Canada

Bob Kingston, président
Syndicat Agriculture – AFPC

Winnipeg

Jeudi, 20 août 2015

Bonjour à tous et à toutes et merci de votre présence ce matin.

Je m'appelle Bob Kingston. Je suis président du syndicat des inspecteurs des aliments. Avant d'occuper ce poste, j'ai travaillé comme inspecteur à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'ACIA, dont 15 ans comme superviseur de l'inspection.

Ce matin nous allons nous intéresser à ce que les Canadiens attendent de leur gouvernement fédéral en matière de sécurité des aliments et d'inspection, en comparaison du niveau d'inspection qui nous est actuellement offert.

À partir d'un sondage national mené par Nanos Research il y a seulement quelques semaines, nous savons qu'il existe un fossé immense entre ce que veulent les électeurs et ce que livre le gouvernement.

Les Canadiens ne font pas confiance à l'industrie de la transformation alimentaire pour superviser ses propres pratiques de salubrité. Pourtant, le gouvernement compte toujours davantage sur les entreprises de transformation des aliments pour s'auto-contrôler.

Une majorité écrasante des électeurs font confiance aux inspecteurs et aux scientifiques gouvernementaux pour assurer la sécurité de ce que nous mangeons. Pourtant, il y a moins d'employés à l'Agence canadienne d'inspection des aliments qu'à n'importe quel moment depuis la contamination à la listériose chez les Aliments Maple Leaf en 2008, qui a tué 22 personnes.

La majorité des électeurs croit que le gouvernement devrait investir davantage de ressources et être plus présent dans la supervision de la sécurité des aliments. Pourtant, le gouvernement fait exactement le contraire avec des projets de couper des postes d'inspecteur des viandes et d'en réduire le financement.

Pour la majorité des Canadiens, ces faits ne sont pas passés inaperçus, alors que la majorité d'entre eux n'ont pas confiance qu'il y ait suffisamment de d'inspecteurs pour assurer correctement la sécurité de ce que nous mangeons.

Les craintes quant à la pénurie d'inspecteurs sont bien fondées.

Nous publions ce matin une étude détaillée de la dotation en personnel qui révèle que tous les abattoirs au Manitoba fonctionnent avec un nombre d'inspecteurs des viandes substantiellement moindre que le minimum requis pour assurer la sécurité des consommateurs.

Cela comprend le méga-abattoir de porcs de Maple Leaf Foods à Brandon, qui en général fonctionne à 34 % au-dessous du minimum requis de personnel d'inspection.

Simultanément, l'abattoir de Dunn-Rite Food Products fonctionne généralement à presque 60% sous le minimum requis pour assurer la sécurité des consommateurs.

Ces résultats sont typiques de ce qu'on trouve partout au Canada.

Pourquoi?

Vous n'êtes peut-être pas au courant puisqu'Ottawa n'a pas émis de communiqué de presse, mais l'ACIA s'affaire actuellement à réduire son personnel et ses programmes d'inspection des viandes en réponse aux compressions budgétaires du gouvernement Harper.

L'Agence planifie d'éliminer 273 postes, alors qu'elle doit absorber des compressions budgétaires de 35 millions de dollars (35 M\$).

L'étude sur la dotation en personnel a trouvé que la pénurie est tellement grave dans les quatre principaux abattoirs du Manitoba qu'il faut souvent « emprunter » des inspecteurs qui travaillent dans les usines de transformation de la viande pour couvrir des manques flagrants d'inspection dans les abattoirs.

Étant donné que les équipes d'inspection au travail dans les usines de transformation de la viande et les entrepôts frigorifiques à inspection fédérale au Manitoba satisfont à peine aux exigences minimales en personnel, c'est pratiquement voler aux pauvres pour payer les indigents.

Il est difficile d'identifier des problèmes de contamination dans les abattoirs, compte tenu des rythmes de production autorisés au Canada.

Par exemple, en production maximale, l'abattoir Maple Leaf à Brandon peut traiter 18 000 porcs par jour. Cela se traduit par 20 porcs à la minute quand l'usine fonctionne à pleine capacité avec deux quarts de production par jour.

Dans les abattoirs de volaille, la vitesse des chaînes est aussi démesurément rapide, excédant le rythme sécuritaire établi par le département américain de l'Agriculture (USDA).

Sans une action pour répondre à la pénurie d'inspecteurs, ce n'est qu'une question de temps avant que se produise la prochaine intoxication transmise par les aliments. Malheureusement, le gouvernement fédéral sabre dans le système d'inspection plutôt que de le réparer,

Chris...

Si vous faites partie des électeurs qui aimeraient en recevoir plus que ce que le livre le gouvernement fédéral en matière de sécurité des aliments, c'est le moment de faire connaître vos préoccupations, avant l'élection fédérale du 19 octobre prochain.

Et pour ce faire, nous mettons à votre disposition le site www.mangersansdanger.ca, d'où vous pourrez facilement envoyer un message aux candidats qui souhaitent obtenir votre vote.

Ces candidats seront intéressés d'apprendre que le sondage Nanos que nous publions aujourd'hui a trouvé que 60 % des électeurs auront davantage tendance à voter pour des candidats en faveur de l'augmentation du nombre des inspecteurs, contre seulement 6 % qui voteraient plus probablement pour des candidats en faveur de laisser les entreprises alimentaires contrôler leurs pratiques de salubrité.

-30-

Information: Jim Thompson 613-447-9592 • jim@foodsafetyfirst.ca